

Département de Seine-Maritime

**Direction des Routes**  
**Agence de Saint-Valéry-en-Caux**

71, boulevard Carnot  
CS 20042  
76460 Saint-Valéry-en-caux  
Tél : 02.35.57.50.90  
Fax : 02.35.57.50.95  
Email : dr.agence.st-valery@seinemaritime.fr

# Route Départementale

## Permission de Voirie

Exécution de travaux sur Domaine Public

N° STV/PV/24-094

Vos réf :

Route Départementale n° : 279  
Points de Repère : 2+750 à 2+770  
Commune : St-Léonard  
Canton : Fécamp  
**Objet : passage de câble électrique provisoire**

**Nom et adresse du pétitionnaire :**

**VAUBAN GC**  
**611 rue Paul Boucherot**  
**14123 IFS**

### Le Président du Département de Seine-Maritime

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Règlement Départemental de Voirie,

Vu l'arrêté du président du conseil départemental n° 2024-036 du 14 février 2024 portant délégation de signature,

Vu la demande en date du 14 mars 2024, par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de réaliser des travaux de passage de câble électrique provisoire,

Vu le dossier technique présenté par le permissionnaire (M. ROGER – tél : 06.85.10.64.78).

### Arrête :

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans l'analyse ci-dessus de sa demande, sous :

- Chaussée
- Trottoir
- Accotement

de la Route Départementale N° 279 des PR 2+750 au PR 2+770

à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement Départemental de Voirie (lien : <http://www.seinemaritime.net/fr/medias/File/actions/voirie/reglement-departemental-de-voirie.pdf>), déclinant les conditions générales et aux conditions spécifiques particulières suivantes :

## ARTICLE 1 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'implantation s'effectuera en prenant toutes les mesures permettant de garantir la sécurité publique des usagers de la voirie départementale.

Le piquetage sur le terrain sera réalisé conjointement avec le gestionnaire de la voirie départementale.

### **Ouvrage aérien**

Hors agglomération, les implantations doivent se faire hors des zones dites «de sécurité ».

Dans tous les cas, les supports doivent être implantés au minimum à 4 mètres du bord de la chaussée.

En cas d'espace insuffisant, et à la demande du gestionnaire de la voirie, l'obstacle présentant un risque pour la sécurité pourra être isolé par un dispositif de retenue.

A défaut, une implantation en domaine privé devra être recherchée.

**La hauteur libre sous le câble ne doit pas être inférieure à 4,30m**

## ARTICLE 2 : CIRCULATION

Toutes restrictions temporaires de circulation sur routes départementales, doivent être autorisées par arrêté délivré par l'autorité détenant les pouvoirs de police.

Un dossier d'exploitation sera fourni par le pétitionnaire si nécessaire.

L'arrêté de circulation devra être sollicité auprès de :

de la Mairie (en agglomération)

de l'agence de Saint-Valéry-en-Caux (hors agglomération)

La présente permission de voirie devra être jointe à la demande d'arrêté à formuler auprès de l'autorité compétente.

Le délai d'instruction pour la notification d'un arrêté départemental est d'environ quatre (4) semaines.

## ARTICLE 3 : SIGNALISATION ET PROTECTION DE CHANTIER

La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entreprise mandatée par le permissionnaire pour la réalisation des travaux et durant toute la durée de ceux-ci.

Avant tout début de travaux, l'entreprise devra faire connaître nominativement le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier, ce responsable devant pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

La signalisation des chantiers doit être conforme :

- à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

- aux guides techniques du SETRA, signalisation temporaire-Manuel du chef de chantier-Edition 2000 et 2003 (Routes bidirectionnelles, Routes à chaussées séparées, Voirie urbaine)

## ARTICLE 4 : OUVERTURE DE CHANTIER

**L'entreprise mandatée par le permissionnaire informera impérativement le gestionnaire de la voirie départementale du début des travaux et ceci au moins quinze (15) jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.**

**Ce délai est porté à quatre (4) semaines en cas de demande d'arrêté de circulation départemental.**

La demande devra faire référence au N° de la présente permission de voirie.

Les correspondants de l'Agence auprès de l'entreprise sont :

- M. FOLATRE Responsable de secteur (Tél : 06.07.11.39.48)

- M. DELALANDRE Chef du Centre d'exploitation par intérim de Fécamp (Tél : 06.30.91.65.37)

- Adresse courriel : dr.agence.st-valery@seinemaritime.fr

## **ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION**

La présente autorisation est consentie à titre précaire et révocable. Elle n'est valable que pour une utilisation dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, et sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

Elle prendra fin de plein droit dès lors que le permissionnaire ne respecterait pas les prescriptions ci-dessus énumérées ou si l'administration le juge utile pour les besoins de la voirie ou dans un but d'intérêt public. Le permissionnaire devra alors, après mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seront indiquées, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

## **ARTICLE 6 : RECEPTION DE TRAVAUX ET GARANTIE**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire prend contact avec le gestionnaire de la voirie pour l'établissement d'un procès-verbal de constatation de fin de travaux.

Il est tenu d'enlever tous les décombres, dépôts de terre et de matériaux, gravats, immondices, de réparer immédiatement les éventuels dommages qu'il aurait pu causer à la voie publique ou à ses dépendances, pour rétablir l'état du site tel qu'il avait été constaté dans l'état des lieux commun.

L'acceptation du remblai de tranchée et de la réfection de chaussée sera prononcée après constat sur place et sur présentation des fiches techniques des produits mis en œuvre et des résultats des différents contrôles, comme définis plus haut.

Pendant un délai de deux ans, à compter de la date du procès verbal de constatation de fin de travaux, le permissionnaire demeurera responsable de l'entretien de la tranchée et de la réparation de tous les désordres pouvant être la conséquence de l'ouverture de celle-ci.

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIERES**

Toute occupation du domaine public départemental est soumise à redevance, sous réserve des cas d'exonération prévus par la loi et approuvés par l'assemblée départementale.

Le taux des redevances et les modalités d'actualisation sont fixés par délibération du Département du 16 juin 2008, modifiée.

Il est rappelé à l'occupant qu'il doit fournir chaque année à la Direction des Routes un récapitulatif des réseaux occupant le domaine public routier départemental.

## **ARTICLE 8 : RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les autorisations sont délivrées sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées.

Elles ne dispensent en aucun cas l'occupant de satisfaire aux obligations découlant du caractère des travaux et ouvrages à réaliser.

## **ARTICLE 9 : RESPONSABILITES**

Les intervenants sont tenus de se conformer aux prescriptions techniques de la présente permission de voirie et du Règlement Départemental de Voirie, dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier.

Ils sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages ainsi que de la signalisation des chantiers, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

## ARTICLE 10 : RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. La saisine du Tribunal Administratif se fait par l'application "télérecours citoyens" accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), ou par courrier, à l'adresse suivante : 53 Avenue Gustave Flaubert, BP500, 76005 ROUEN Cedex 2.

## ARTICLE 11 : AMPLIATION

La présente permission de voirie sera adressée pour exécution à :

Permissionnaire à savoir : VAUBAN GC

Fait le 26 mars 2024  
A SAINT VALERY EN CAUX

Le Président du Département  
Pour le Président et par délégation,  
Le Chef d'Agence



François CORLAY

Copie : F. FOLATRE

## Récolement PV n° STV/PV/24-094

---

Route Départementale n° : 279  
Points de Repère : 2+750 à 2+770  
Commune : St-Léonard  
Canton : Fécamp

**Nom et adresse du pétitionnaire :**

Mr  
(Qualité du signataire)  
Soussigné

Certifie que le bénéficiaire s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté.  
Travaux réalisés le :

Fait-le :

Signature du responsable

